

**L'EDITO**

par Philippe MARTIN

# C'est l'bordel

**Le roi Philippe a préféré souligner les signes d'optimisme que de s'attarder sur les atermoiements de la crise. Ce ne sont pourtant pas les inquiétudes qui manquent.**

À la rédaction, nous avons conservé la fausse une du journal datant du 26 décembre 2008. En manchette, Albert II, dans un sourire crispé, à l'occasion de son discours de Noël. Et en titre, cette exclamation du souverain : « *Chers compatriotes, c'est l'bordel !* » Cette une parodique n'a jamais franchi les murs de la rédaction, bien entendu. Mais elle traduisait bien l'imbroglie politique du moment, après la première démission d'Yves Leterme à la tête du gouvernement.

Puis il y eut cet autre discours d'Albert II, à la veille de la fête nationale de 2011. Discours resté célèbre, au cours duquel le roi avait dénoncé les risques d'une « *forme de poujadisme néfaste pour la démocratie* », au plus profond d'une crise politique qui allait durer 541 jours. C'est la nature de ce genre d'exercice, même si le roi ne dispose pas d'une véritable responsabilité en la matière : il lui revient quand même de s'imprégner de l'ambiance du moment et de mettre le doigt sur ce qui fait mal.

Ce que Philippe a fait à son tour, en janvier dernier, à l'occasion de son dernier discours à la Nation. N'avait-il pas, à l'époque, insisté sur l'indispensable confiance que doivent susciter tous ceux qui détiennent un pouvoir politique, au cœur du scandale Publifin et alors que grandissaient les inquiétudes résultant du Brexit et de l'investiture de Donald Trump ? Mais jeudi, le roi a esquivé. Tout va pour le mieux en Belgique ? Pas vraiment. « C'est l'bordel », façon de parler, une fois encore. Même si, le cas échéant, le blocage se concentre dans l'espace francophone et n'affecte pas toutes les institutions du pays, comme ce fut le cas en 2010-2011. Mais, plutôt que d'exprimer son inquiétude, le roi a préféré attirer l'attention sur le « *vent d'optimisme qui souffle sur notre économie et sur le marché de l'emploi* ». Une autre façon, peut-être, de placer la classe politique devant ses responsabilités. Comme son père, Philippe aurait pourtant pu taper du poing sur la table. Parce que, jamais, la confiance en nos dirigeants n'a été aussi mince de la part de l'ensemble des citoyens. Et parce que les risques d'une récupération populiste n'ont été aussi présents qu'aujourd'hui.